

en bureau, nous nous sommes heurtés à des dérobades voilées sous de vagues promesses. Le 18 Septembre, nous avons reçu une lettre d'Albert Bayet au nom de la Fédération de la Presse, nous demandant une documentation afin de vérifier si nos publications clandestines, qu'il connaissait, ont été des "publications résistantes", c'est-à-dire, menant campagne en faveur de la France et de ses alliés". Notre réponse a été publiée dans notre numéro du 30 septembre : "Liberté de la presse". Peu après, M. Teitgen, qui s'est acquis depuis de la célébrité par sa complaisance aux manœuvres du trust du papier, M. Teitgen, qui pourtant était encore à l'époque le Tristan lougé d'une presse sortie au grand jour dans l'insurrection pour la liberté, nous a refusé ouvertement l'autorisation de paraître. Il est impossible de ne pas constater la coïncidence frappante entre ces reculs, puis ce refus, et une orchestration venimeuse menée par l'Humanité sur le thème : "Trotskys-tes agents de la Gestapo", accompagnée d'une démarche personnelle de Bogomolov. Dans ce même mois de septembre, pour faire justice des calomnies stalinienne, le P.C.F. s'est adressé au C.N.A. afin que soit constitué un jury d'honneur auquel il était prêt à soumettre l'ensemble de son activité sous l'occupation. L'oubli le plus complet a enterré sa demande. - Au cours de ces derniers mois, à plusieurs reprises, il s'est adressé aux journaux pour faire paraître des réponses aux attaques de l'Humanité, pour réclamer la parution de notre journal. Peu nombreux sont ceux qui ont répondu à son appel. Telle est sous la IVème République démocratique, la façon dont on comprend la liberté de pensée, et le droit à l'expression. Sans organe extérieur, sans moyen d'informer l'opinion publique, le P. C. F. se heurte à une volonté bien déterminée de l'écraser sous la calomnie ou la conspiration du silence. Est-ce pour cela que tant des nôtres, que tant de résistants de tout horizon politique, mais attachés avant tout à la liberté ont lutté et sont morts ? La démocratie ne serait-elle aujourd'hui encore que le droit d'approuver ?

Dans toute cette campagne, la combinaison entre les mesures du gouvernement et les calomnies lancées par le PCF est remarquable; la bourgeoisie nous grappe, impulsée par les calomnies stalinienne; les staliniens nous calomnient en faisant appel à la répression bourgeoise. -

Des méthodes stalinienne, nous ne nous étonnons pas. Il y a longtemps que nous les connaissons, et chaque jour les montre plus brutales et plus cyniques. La calomnie, le gangstérisme, l'utilisation de la police, l'assassinat, sont des procédés habituels. L'Humanité se dévot sur nous des injures et les accusations les plus grossières sans prendre la peine de fournir la moindre justification; elle compte que de la calomnie il restera toujours quelque chose et mise sur le chiffre de son tirage, en face d'un adversaire privé de tout moyen d'expression, pour lui fermer l'accès aux masses ouvrières. -

Mais le mensonge, l'insulte, n'arrêtent pas l'activité de nos militants : les dirigeants staliniens font alors appel à la police bourgeoise, à tous les moyens de pression gouvernementaux, en leur pouvoir, dès octobre 44, TILLOM, menacé de supprimer toute commande à l'usine JUMO, si on n'en chasse pas un militant trotskyste, dirigeant du Comité d'usine. Remettant en honneur la délation chez la Gestapo, dans ses communiqués chargés du prestige ministériel, à plusieurs reprises, il a invité les ouvriers à livrer à la police leurs camarades trotskystes. Bousculant la police de Tixier, ministre de l'Intérieur, sa police personnelle, la Gendarmerie de l'Aix, s'est immiscée dans nombre d'affaires, en cherchant à y faire triompher le point de vue de la direction du PCF. En janvier, elle arrêta des ouvriers sans aucune attache avec notre parti, seulement coupables d'avoir exprimé leur volonté révolutionnaire et manifesté dans des discussions leur désaccord avec la politique du PCF. Mais tout cela